

## Insécurité au Burundi : la Justice cible certaines personnalités

Deutsche Welle, 25.09.2021 Le procureur général de la République, Sylvestre Nyandwi, accuse toujours le mouvement rebelle Red-Tabara d'être à l'origine des attaques contre l'aéroport de Bujumbura. Mercredi soir déjà le procureur général, Sylvestre Nyandwi avait annoncé qu'un mandat d'arrêt international a été lancé par le Burundi contre l'opposant Alexis Sinduhije, accusé de diriger le groupe responsable "d'actes terroristes" commis ces dernières années dans le pays.

Ces accusations interviennent quelques jours après une série d'attaques dans les capitales économique Bujumbura et politique Gitega. Des attaques qui ont fait au moins six morts et plus d'une centaine de blessés. Les accusations du procureur portent sur de précédentes attaques, notamment des jets de grenades et des embuscades qui ont fait des dizaines de morts et de nombreux blessés en 2020 et dans la première moitié de 2021. Présenté comme l'un des plus farouches opposants au régime en place au Burundi, Alexis Sinduhije, président du Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD) vit en Belgique. Il est soupçonné par le pouvoir d'être à la tête du RED-Tabara, considéré comme le plus actif des groupes rebelles burundais. Des attaques et une revendication Apparue il y a dix ans, RED-Tabara qui a sa base arrière au Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo, a notamment revendiqué une série d'attaques commises en 2020 et ayant fait selon lui plus de 40 victimes. Dans la nuit de samedi à dimanche, le groupe a revendiqué une attaque sur l'aéroport de Bujumbura, qui n'a fait ni dégât ni victime. Mais il a imputé au pouvoir burundais les deux attaques à la grenade survenues dimanche soir à Gitega et lundi soir dans la ville de Bujumbura.

Le procureur général affirme pour sa part que ces récentes attaques étaient "liées" à celles de 2020 et début 2021. D'autres personnalités dans le viseur Des mandats d'arrêt internationaux ont également été émis contre d'autres personnalités d'opposition, dont François Nyamoya, le secrétaire général du MSD vivant au Rwanda, et Marguerite Brankitse, fondatrice de l'association Maison Shalom qui réside entre le Rwanda et l'Europe. Le MSD a réagi jeudi dans un communiqué, rejetant "avec force les accusations infondées d'un gouvernement incapable d'assurer la sécurité de ses citoyens".

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});